

Janvier-Février 2020

N° 1

Pages 1 à 354

DOSSIER : LE CONTENTIEUX DE L'URBANISME

- Accès au juge et contentieux de l'urbanisme : la question délicate de la suppression de l'appel, par Olivier Renaudie 5
- Les restrictions de l'intérêt à agir des particuliers en droit de l'urbanisme : une réforme inutile ?, par Grégory Kalflèche 17
- L'intérêt à agir des associations, par Florian Poulet 31
- L'instruction : faire vite, mais à quel prix ?, par Olga Mamoudy 43
- Existe-t-il une limite à la régularisation des autorisations d'urbanisme ?, par Julien Martin 55
- Propos conclusifs, par Rozen Noguellou 69

DOCTRINE

DROIT ADMINISTRATIF

- L'attribution d'activités de police à des personnes privées
Benjamin Morel 77
- Peut-on se passer de l'intérêt du service ?
Christophe Testard 103

DROIT CONSTITUTIONNEL

- Le Conseil constitutionnel ne dispose pas d'un pouvoir général d'appréciation et de décision de même nature que celui du Parlement : un mythe du droit constitutionnel
Mélessandre Talon 137

DROIT EUROPÉEN

- Les enjeux institutionnels de la première demande d'avis consultatif
adressée à la Cour européenne des droits de l'homme
Béatrice Delzangles 171

DROIT ÉTRANGER

- Le statut juridique et patrimonial des tertres funéraires impériaux au Japon
Éric Seizelet 191

DROIT INTERNATIONAL

- Le retrait des États africains de la Cour pénale internationale :
une portée en question
Nayiribeta Ibrahim Coulibaly 219
- Les déclarations interprétatives conditionnelles : quel régime juridique
applicable ?
Irénée-Gildas Mazi 247
- La lente évolution du statut international de l'individu en Afrique
Ibrahim Moumouni 277

CHRONIQUE JURISPRUDENTIELLE

- Chronique de droit constitutionnel 2019
Dominique Rousseau, Pierre-Yves Gahdoun et Julien Bonnet 309